

Sujet du mois d'avril 2018

Violence au sein des facultés : vers un Sivens universitaire ?

Hôpitaux, maisons d'arrêt, établissements du secondaire, apparaissent gangrenés par la délinquance, les agressions, le vandalisme s'exerçant sur les personnels, les élèves, les patients ou les bâtiments et dont la sécurité n'est plus garantie. Outre-mer, à Mayotte et en Guyane, cette insécurité débordante, a évolué en blocage majeur, nécessitant des dispositifs particuliers ou l'envoi de renforts de la métropole.

Les facultés sont désormais l'illustration d'une véritable crise de gestion de l'Etat au cœur même des services publics. Entre mars et avril, dans un contexte de mécontentement général, suite au vote par l'Assemblée nationale de la nouvelle loi sur l'université, des débordements de violence ont eu lieu dans une dizaine de facultés dont une partie des locaux ont été occupés pendant plusieurs semaines, par une minorité d'étudiants apparemment incontrôlables, « ingouvernables » comme ils l'ont largement faire entendre et constater surtout. A l'opposition, majoritairement rencontrée, des étudiants à la réforme, se sont greffées des revendications nettement plus marginales d'un point de vue politique ou idéologique, allant de la démission du président de la République à la fin du capitalisme et des Etats.

La facture s'annonce lourde, tant pour les dégâts matériels, évalués au million d'euros, que pour l'avenir compromis (à court terme, mais tout de même) de milliers d'autres, en raison des annulations de partiels, de perte de stages ou de jobs d'été, qui ont suivi cette désorganisation majeure.

Un niveau rarement atteint

« Violence, sexe et drogue » à Tolbiac, occupée pendant trois semaines, un vrai capharnaüm (où des raves party ont été organisées). Le recours à la force publique, instamment demandé par son président dès le 9 avril et rendu délicat par la configuration du site, a nécessité l'envoi d'une centaine de CRS, accueillie par des jets de projectiles. L'université a annoncé son intention de porter plainte pour les dégradations, estimées à plusieurs centaines de milliers d'euros. La reprise des cours ne pourra pas être assurée avant la rentrée prochaine. Une dizaine de cocktails Molotov ont été par ailleurs retrouvés sur place. Le 6 avril, des « jeunes », opposés au blocage, casqués et armés de batte de base-ball, pointés sur Twitter comme appartenant à « l'extrême droite » par le collectif « Commune Libre », sont venus en découdre avec les étudiants occupant le site.

Même ton à la Sorbonne, où le président a dénoncé des actes de violence venus de l'extérieur, dépassant « le cadre d'une mobilisation étudiante classique » et redouté de voir l'établissement se transformer en « zad universitaire ». Là encore des affrontements ont eu lieu entre groupes politisés ultra-violents des deux extrêmes. La direction de l'université a reconnu être totalement dépassée par la création de leur propre structure

par les occupants et se trouver dans une « vraie inquiétude sur le contrôle de la situation ».

A Grenoble également, sont dénoncés des actes de violence venus de l'extérieur. L'université a déposé une plainte après les dégradations du 5 avril par 60 à 80 manifestants, dont la plupart, selon le président, « n'étaient pas des étudiants, mais des gens venus protester de manière radicale ».

Une gestion douteuse du blocage à l'université Paul Valéry de Montpellier a conduit à la démission du doyen Philippe Petel, puis à sa mise en examen. Il est soupçonné d'avoir soutenu une expédition punitive contre des étudiants. Deux professeurs sont également mis en examen pour complicité d'intrusion et pour violences aggravées. Occupée depuis quelques semaines, un commando d'hommes cagoulés a très violemment fait sortir la quarantaine d'étudiants qui occupaient un des amphithéâtres. Un affrontement a eu lieu également le 25 mars entre des antifas et des militants de la Ligue du Midi. Le 12 avril, des hommes cagoulés ont saboté un local de serveur informatique de l'université, rendant impossible le passage des examens en ligne, une solution qui avait été retenue, en dernier recours, avant leur annulation.

A Nantes, des actes de vandalisme ont eu lieu sur le campus le 8 mars, après l'expulsion d'une centaine de migrants, qui occupaient les locaux de l'université depuis 4 mois, avec l'appui de militants de l'extrême gauche et du mouvement autonome. Le président a expliqué que cette occupation n'était plus possible, en raison « du durcissement d'un mouvement à plusieurs visages », « une confusion des luttes », ou des « entrées par effraction dans les locaux techniques ». Le 5 avril, un agent de sécurité de la société AGP Sécurité Événementielle s'est fait agresser sur le campus du Tertre, par deux hommes cagoulés armés de battes de base-ball. Là, également, la perte de contrôle se fait sentir.

De même qu'à l'université Jean-Jaurès de Toulouse, mise sous tutelle, et dont le président a été démis. Le blocage dure encore, tandis qu'une intervention des forces de l'ordre est attendue début mai. Comme à Montpellier, des manifestations étudiantes ont eu lieu dans le centre-ville, donnant lieu à d'importantes dégradations et des attaques sur des véhicules de police.

A Nancy la pression est forte, après trois semaines d'occupation. Le 10 avril, le président de l'université est allé jusqu'à envoyer un courriel à l'ensemble des étudiants et du personnel, annonçant la fermeture administrative imminente du campus, la suppression de tous les enseignements jusqu'à nouvel ordre, ainsi que le dépôt d'une plainte pour les dégradations, insultes, utilisation abusive d'image, diffamation, dégradation de bâtiments public, qui ont parsemé les échanges étudiants.

Dans le prolongement du mot d'ordre « Brûle ton école », le compte-rendu d'une « occupation sauvage à la fac » (de Besançon, rapporté sur Indymédia-Grenoble le 18 mars) résume le message envoyé aux autorités de la part de groupes, certes minoritaires, mais au grand potentiel de destruction : « Qu'apprends-tu à la fac sinon à te soumettre ? Nous ne sommes pas des étudiants, nous sommes des délinquants ».